

UN ARTICLE DE M. KRONAUER...

M. Kronauer a publié dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 10 courant un très long article, d'un esprit si réactionnaire qu'il serait difficile d'en trouver un pire dans la presse monarchiste. L'attentat de Buffalo venait de se produire; immédiatement il s'en sert, non seulement pour justifier son emploi, mais aussi pour conseiller aux États-unis et à l'Angleterre, *ultimum refugium*, de suivre les autres puissances dans la voie des persécutions contre les anarchistes. Il termine son article par ces mots: «*Il serait grand temps de maîtriser le fanatisme déchaîné et de punir énergiquement la propagande de ses apôtres avoués et cachés* (c'est M. Kronauer qui souligne), *mieux qu'on ne l'a fait jusqu'à présent dans la vieille Europe*».

Ainsi, guillotine, garotte, bagnes, prisons, déportations, expulsions auraient été insuffisants; il s'agit de trouver encore du nouveau pour supprimer dans le monde l'idée et la propagande anarchistes. Notre procureur fédéral va jusqu'à reprocher à l'Allemagne de nous laisser trop de liberté! Il se plaint qu'on ait pu y publier des articles commentant le fait de Monza, sans que leurs auteurs fussent poursuivis! Jamais ce policier ne s'était aussi bien montré dans toute sa laideur, avec ses bas instincts de servilisme d'une part et de vengeance de l'autre, voulant s'aplatir toujours plus devant les puissants, pour en obtenir les faveurs, grâce à quelques nouvelles victimes.

Naturellement, les publications anarchistes sont la cause des attentats, et M. Kronauer attaque avant tout la liberté de la presse. Tout au long de son article, il ne se plaint que d'écrits impunis [*ungestraft*]. Il parle sérieusement du *Club des assassins* de Paterson et il frémit à l'idée que nos camarades aux États-unis aient pu organiser des fêtes champêtres et des assemblées ! La *Freiheit*, de Jean Most, dont il fait quelques citations, lui sert à établir que nous avons décidé l'exécution en masse de tous les chefs d'État. Et il cite, en le soulignant, un passage où Most souhaite que l'humanité au 20^{ème} siècle puisse mieux marcher de l'avant, une fois que les hautes personifications de l'autorité seront tombées dans le cloaque de l'histoire. C'est ce que les républicains de tous les pays, en termes presque identiques, ont imprimé jusqu'à présent. Mais aujourd'hui les choses ont changé, et malheur à nous si le monde venait à perdre le czar ou le sultan! Ce serait l'écroulement de la civilisation! Notre suprême espoir doit donc se tourner vers Kronauer et ses pareils, qui veillent au salut!

Par comble d'impudence, le procureur fédéral parle ensuite des affaires Jaffei et Galeotti. Avec une véritable canaillerie, il nous fait observer, que pour le premier, même les juges et le ministère public italiens, sont restés dans les limites de la loi et ne l'ont pas poursuivi pour désertion. Il oublie de nous dire que sans la dépêche du gaffeur Riva, qui a fait retenir Jaffei en prison à Bellinzone, celui-ci eût été livré sans conditions aux autorités italiennes. Le Tribunal fédéral, en accordant l'extradition d'un prévenu pour complicité dans un crime dont il était sans doute innocent, car on avouait ne savoir absolument pas quand, où est comment il y avait participé, a commis une iniquité; mais il a en même temps empêché la police politique d'en commettre une autre encore plus grande. Le *Volksrecht* ayant emprunté aux journaux italiens un récit où évidemment il y a confusion entre les affaires Jaffei et Galeotti, Kronauer s'en sert pour démontrer que la presse ne publie que de faux racontars. Nous avons toujours exposé les faits d'une façon exacte, et quant au fameux Walter, sous la dictée duquel Jaffei aurait écrit sa lettre de congratulation à Bresci, nous croyons que s'il n'a pas été découvert, c'est qu'on n'a pas voulu le rechercher. A plusieurs reprises nous avons dû mettre à la porte des individus abjects qui, vivant sans rien faire, se disent persécutés par la police, bien que, fort connus d'elle, ils n'en soient nullement inquiétés, et essayent de remplir une besogne louche qui parfois peut réussir avec des naïfs comme Jaffei. Il est fort difficile d'avoir des preuves en pareille matière, ce qui donne une grande audace à certaines canailles, dont il n'est pas toujours aisé de se débarrasser.

Quant à Galeotti, Kronauer se garde bien de parler de la dépêche de Londres, un faux dont il est lui-même l'auteur ou le complice. Il reproche à Moor d'avoir affirmé dans son discours à la manifestation de Berne que Galeotti n'était pas anarchiste, tandis que celui-ci s'est reconnu tel dans son interrogatoire. Il ajoute encore, comme nous l'avons déjà dit, que notre camarade n'a pas été expulsé pour complicité avec Bresci, mais uniquement pour propagande anarchiste et distribution de nos brochures et journaux. Tout cela est parfaitement vrai, et nous demandons une fois de plus: - Pourquoi la dépêche de Londres, reconnue

fausse, n'a t-elle pas été démentie officiellement? - Pourquoi, après la déclaration de Galeotti qu'il avait reçu de nous les imprimés saisis, et si vraiment ils contiennent quelque chose de délictueux, n'avons nous pas été poursuivis? A ces deux demandes, nous n'espérons pas obtenir de réponse. En attendant, Galeotti est toujours prévenu de complicité avec Bresci et comme tel maintenu au secret. Expulsé simplement pour propagande anarchiste, il serait déjà libre, bien que sous la menace perpétuelle d'être envoyé au domicile forcé. Pour le même motif que Galeotti, un autre italien qui l'aidait dans sa propagande a été, paraît-il, expulsé, mais la presse s'en est beaucoup moins occupée, et les journaux de Côme ne nous ont pas appris qu'il ait été arrêté à la frontière. Encore un mystère à éclaircir, d'autant plus qu'on a fait grand cas de deux cartes postales de Galeotti saisies à Zoffoli, le second expulsé, que Kronauer a peut-être des raisons particulières de ne pas nommer.

Les journaux annoncent que les puissances ont l'intention de réunir une autre conférence anti-anarchiste, non plus à Rome, mais à Berne. Cet honneur a été bien mérité par la Suisse, notre pays est tout indiqué après l'Italie pour y conspirer contre les libertés les plus élémentaires.

Luigi BERTONI.
